

Lyon, 18 janvier 2024

ALERTE PRESSE :

Selon les vœux du chef de l'État, 2024 serait l'année du « réarmement » dans tous les domaines (civique, industriel, économique, scientifique, etc.). Sauf sur la politique de dissuasion qui, étonnement, serait depuis 1945 le seul système d'arme au monde parfait pour défendre la France et ce au moins jusqu'en 2090 (date de retrait des sous-marins en construction) ! Une stratégie qui fait reposer la vie des Français·es sur un pari hasardeux. Dans le même temps, une majorité des États de la planète agit pour renforcer la sécurité de leurs populations avec le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN).

Dans les prochains jours différents événements politiques, juridiques et scientifiques manifesteront cette divergence d'approche et de pensée entre les dirigeants de la France et une large partie du monde...

Vendredi 19, le président Macron sera à Cherbourg pour présenter ses vœux aux Armées. Il vantera les mérites de la Bombe en inaugurant le lancement de la production des nouveaux sous-marins nucléaires lanceurs d'engins de troisième génération, qui entreront en fonctionnement entre 2035/2050. Ces futurs vecteurs de la dissuasion nucléaire expliquent en grande partie l'augmentation massive de la Loi de programmation militaire (votée en juillet 2023) avec un budget global de 413 milliards €, dont au moins 53 sont réservés pour le nucléaire militaire. En 2024, le budget officiel pour cet arsenal atomique est de 6,350 milliards € (et passera à 7 les années suivantes, contre 4,5 en 2019).

Lundi 22, c'est le troisième anniversaire de l'entrée en vigueur (22 janvier 2021) du Traité des Nations unies sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Ce traité est actuellement ratifié par 70 États (dont Autriche, Mexique, Afrique du Sud, Irlande, Nouvelle-Zélande...) et signé par 93 autres. Dans une ère où 9 États jouent avec leur bouton atomique, plus que jamais il est nécessaire de renforcer le droit international et le multilatéralisme. Malgré le siège vide laissé par la France lors des réunions du TIAN à l'ONU en novembre 2023, ce traité bénéficie d'un soutien de plus en plus fort de la part de 80 villes (dont Paris, Lyon, Montpellier, Bordeaux, Poitiers...) et de 4 collectivités territoriales (Département de Seine-Saint-Denis, Assemblée de la Polynésie française, Métropole du Grand Lyon et Région Bourgogne-Franche-Comté). Rester muet aux interrogations de ces élu·es est faire preuve une nouvelle fois d'aveuglement et d'autoritarisme.

Mardi 23, à 16h00 (France), les experts du *Bulletin of the Atomic Scientists* révéleront, le nouvel horaire de l'horloge du Jugement dernier ou Doomsday Clock. Une horloge qui est fixée chaque année pour symboliser à quel point la planète est proche du désastre

nucléaire qui mettrait fin à la société telle que nous la connaissons. En 1991, cette horloge était à 17 minutes de minuit, en 2023 seulement 90 secondes...

Pour Jean-Marie Collin, directeur de ICAN France, « lors des vœux présidentiels aux Armées, nous allons assister encore une fois de plus à une ode à la dissuasion nucléaire qui serait la garantie de l'existence de notre démocratie. Alors que paradoxalement nous sommes face à une atteinte grave au fonctionnement des institutions, puisque, par exemple, le coût du programme des futurs sous-marins nucléaires est totalement inconnu des parlementaires. L'attitude de la France concernant le TIAN est un manque total de respect pour les 93 États engagés dans ce traité, comme pour les élu-es des 80 villes et des 4 collectivités territoriales qui le soutiennent ».

Pour Patrice Bouveret, directeur de l'Observatoire des armements et co-porte-parole de ICAN France : « Alors que le président appelle à un sursaut de notre démocratie, celle-ci ne cesse d'être bafouée. Les débats autour de la dissuasion sont tabous et confinés à un cercle restreint de décideurs politiques. Par exemple, les débats au Parlement sont régulièrement à huis clos et ne font intervenir quasi que des acteurs pro-nucléaires sans auditionner des représentants de la société civile. Si la volonté présidentielle est le réarmement civique de la France, alors, il doit ouvrir le débat public, tant à l'ONU lors des réunions du TIAN, qu'avec l'ensemble des Français. »

Contacts pour interview :

- **Jean-Marie COLLIN**, directeur de ICAN France, + 33 (0)6 37 94 62 41 –
jeanmarie@icanfrance.org
- **Patrice BOUVERET**, directeur de l'Observatoire des armements et co-porte-parole de ICAN France, + 33 (0)6 30 55 07 09, patricebouveret@obsarm.info